

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/COM.3/L.41
6 septembre 1960

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE MONSIEUR M. NELSON RWAGASORE, PRESIDENT REGIONAL DE
L'UNION NATIONALE RUANDAISE (UNAR) CONCERNANT LE RUANDA-URUNDI

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

COMITE REGIONAL DE L'UNAR
BP 153
A S T R I D A

Astrida, le 26 juin 1960

Transmis copie pour information à
- Monsieur le Président du
Conseil de tutelle
à NEW YORK

A Monsieur le Ministre du Congo belge
et du Ruanda-Urundi
à BRUXELLES

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous confirmer mon télégramme du 22 écoulé libellé comme suit : "REFERENCE LETTRE MINICORU DU 20 MAI ET MIENNE DU 18 JUIN STOP SIGNALONS EXEMPLE DE CE JOUR INSURRECTION POPULATION CHEFFERIE BUFUNDU CONTRE MESURES DEPORTATION MANU MILITARI STOP GENDARMERIE AVOIR DU OUVRIR FEU SUR RESISTANTS STOP LETTRE EXPLICATIVE SUIT"^{1/}

Me référant à mon télégramme du 28 avril 1960, à votre lettre du 20 mai et à ma lettre du 18 juin, j'ai l'honneur de devoir réitérer l'expression que j'ai déjà utilisée pour qualifier les mesures arbitraires prises par l'Administration du Ruanda envers les sinistrés du Territoire d'Astrida - expression qui a été sévèrement relevée dans votre honorée susmentionnée et qui trouve très malheureusement son véritable sens dans les graves événements que nous vivons à l'heure présente.

Sous des prétextes fallacieux, les commandos des Parmehutu ont de nouveau incendié et endeuillé la chefferie de Bufundu depuis le 6 jusqu'au 11 juin. Quelque 1.200 habitations des citoyens viennent d'être consumées, des êtres humains ont

^{1/} T/FET.3/L.37.

péri sous la flamme. Des récoltes sur pied, des réserves de vivres dont la quantité ne saurait jamais être évaluée ont connu le même sort. Des milliers des gens sont sans abri. Les familles des sinistrés ont pu par la suite réintégrer sans incident leur milieu d'origine. Dans tout ceci qu'a fait l'Administration locale chargée du maintien de l'ordre? Au lieu de laisser tranquilles ces pauvres éprouvés en train de reconstruire leurs abris, elle ne trouve rien de plus simple que de ramasser ces malheureux sur les collines et de les conduire manu militari à Nyamata dont la fâcheuse réputation est très connue du public.

Le Parmehutu par le canal de son vice-président dans la personne du Chef de Bufundu et de ses sous-chefs, de commun accord avec des conseils de sous-chefferies qu'ils ont constitués, ont dressé des listes de ceux qui handicapent ou ne partagent pas leur idéologie républicaine.

Le 21 au matin je me suis rendu au Bureau de l'Administrateur de Territoire pour discuter certaines affaires dont celles du Bufundu; de cette entrevue il en est ressorti que cette liste était fictivement inconnue au Territoire.

Cependant le même jour, les forces de la gendarmerie se sont rendues sur les lieux aux fins de procéder à l'évacuation des tous ceux qui étaient mentionnés sur ces listes et les acheminer vers Nyamata. La première fois la gendarmerie se heurta à la décision de la population qui a publiquement manifesté contre ces mesures injustes. Comme ces malheureux étaient dispersés sur les collines, lesdites forces ont dû parcourir celles-ci et pénétrer dans des habitations de ces gens et les arracher de force à leurs foyers. Au cours de ces rafles, un Adjudant-Chef s'est vu asséner un coup de machette par une jeune fille parce qu'il venait d'abattre son père qui protestait contre l'enlèvement de son fils. Dans les mêmes circonstances, à la commune de Gikongoro, une foule mixte (hutu-tutsi) a manifesté contre l'enlèvement d'un ex-sous-chef du nom de GASARABGE et d'un certain MURINDABIGWI. Au cours de la même journée des manifestations analogues se sont produites en plusieurs endroits de la chefferie.

Le lendemain, le 22, les forces armées assistées par des forces aériennes se sont de nouveau rendues sur place. Ils ont encerclé un groupe de manifestants et ont ouvert le feu sur eux. A l'heure présente on déplore quelque 30 morts et une centaine de blessés graves majoré d'un contingent de prisonniers.

J'estime que des manifestations populaires de ce genre constituent une véritable garantie de sécurité pour des sinistrés. En dépit de solidarité tutsi-hutu au Bufundu et sous prétexte d'assurer la sécurité de gens qui n'en avaient aucun besoin, l'Administration a pris la responsabilité d'ouvrir le feu sur ceux qui s'y opposaient abattant hutu-tutsi supprimant des vies humaines afin d'atteindre son but qui est d'éliminer tout ce qui gêne leur politique partisane en faveur des partis gouvernementaux, incendiaires Aprosoma-Parmehutu.

De ce qui précède, je constate qu'il y a perte des vies humaines, incendies, déportations, bref calamités publiques et dans quel but? Histoire le dira.

Voilà, Monsieur le Ministre, dans quelle atmosphère vont se dérouler les élections communales au Ruanda.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération la plus distinguée.

Le Vice-Président National,

RWAGASORE, M. Nelson

Le Président Régional de l'UNaR.
